

# "L'adaptation au changement climatique, un levier pour favoriser une dynamique régionale en faveur de l'agroécologie"

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) mène actuellement quatre grands projets qui mobilisent les principes de l'agroécologie et de l'agriculture intelligente face au climat pour un montant total de 49 millions d'Euros (cf. encadré page suivante). Contrairement à la position défendue par Mamadou Goïta page 6, l'organisation communautaire ne considère pas ces deux approches comme antinomiques. Entretien avec Massandje Touré-Litsé, Commissaire de la CEDEAO aux Affaires Économiques et à l'Agriculture, sur les enjeux politiques des transitions à l'échelle de la région, et les défis qu'il reste à surmonter pour accélérer la transition agroécologique.

*Grain de sel: Quelle est la place de l'agroécologie au sein de la politique agricole de la CEDEAO (Ecowap)?*

L'Ecowap s'inscrit dans une perspective de souveraineté alimentaire de la région, en cherchant à assurer l'essentiel de la couverture des besoins alimentaires d'une population appelée à doubler au cours des 25 prochaines années (290 millions d'habitants en 2008, plus de 500 millions en 2030). Elle est déclinée en sept objectifs spécifiques, allant de la sécurité alimentaire des populations à l'intégration des exploitations au

marché, en passant par la création d'emplois, l'intensification de la production, la réduction de la vulnérabilité des économies nationales agricoles ou encore l'élaboration de mécanismes de financement de l'agriculture.

Fin 2015, les parties prenantes de l'Ecowap ont réalisé un bilan des dix dernières années qui a permis de créer à Bamako un cadre d'intervention pour une agriculture intelligente face au climat (AIC) et son inscription dans l'Ecowap. Pour opérationnaliser ce cadre d'intervention dans l'Ecowap, la CEDEAO a entrepris en 2018 la mise en œuvre de son Programme Agroécologie actuellement en cours d'exécution. Ce programme vient contribuer à l'objectif n° 1 de l'Ecowap qui consiste à "accroître la productivité et la production agro-sylvo-pastorale et halieutique via des systèmes de production diversifiés et durables, et à réduire les pertes post-production". L'objectif est de favoriser dans les exploitations agricoles familiales (EAF) la promotion des systèmes et techniques de production adaptés au changement climatique et à la gestion durable des ressources naturelles, d'améliorer la productivité agricole des EAF via l'intensification agroécologique, et de développer des techniques de production et approches écologiques qui réduisent les pertes post-production.

*GDS: Comment la transition agroécologique répond-elle aux enjeux climatiques et s'insère-t-elle dans la stratégie régionale climat de la CEDEAO ?*

La transition agroécologique, visant à intégrer la durabilité environnementale, sociale et économique dans les systèmes alimen-

taires, est cruciale pour relever les défis climatiques. Dans l'espace de la CEDEAO, elle peut jouer un rôle clé dans la promotion d'une agriculture durable, répondant à l'adaptation et à l'atténuation des changements climatiques. Elle mobilise socialement en renforçant une approche reliant société, écologie et économie. Les avantages incluent la réduction des émissions de gaz à effet de serre par des pratiques agricoles durables, la séquestration du carbone grâce à des méthodes agroécologiques, l'adaptation aux changements climatiques par la diversification des cultures, la résilience des systèmes agricoles et la conservation de la biodiversité. De plus, l'agroécologie peut contribuer à réduire la déforestation en encourageant des pratiques agricoles préservant les écosystèmes forestiers. Dans le contexte de la CEDEAO, son intégration nécessite des politiques et des programmes régionaux, comprenant des incitations financières, des formations, des partenariats avec la société civile et des recherches adaptées aux diverses régions. L'objectif est de créer des systèmes alimentaires résilients, durables et adaptés au climat dans toute la région.

*GDS: Certains pays sont bien avancés dans l'intégration de l'agroécologie dans les politiques sectorielles (cf. carte), alors que d'autres pays privilégient l'intensification des pratiques conventionnelles. Est-ce que l'adaptation au changement climatique ne pourrait pas être le levier pour harmoniser une dynamique régionale ?*

L'adaptation au changement climatique peut être un levier pour favoriser une dynamique régionale en faveur de l'agroécologie. La variabilité climatique impacte les systèmes



"Le renforcement de l'alliance globale pour le développement agricole durable en Afrique de l'Ouest, unifiant les initiatives régionales et nationales, est crucial" explique Massandje Touré-Litsé, Commissaire de la CEDEAO aux Affaires Économiques et à l'Agriculture.

agricoles, et la promotion de pratiques agroécologiques est cruciale pour l'adaptation de l'agriculture. La coopération régionale, transcendant les frontières nationales, renforce la capacité des pays à élaborer des politiques climatiques efficaces. L'approche agroécologique contribue à renforcer la sécurité alimentaire régionale en préservant les ressources naturelles. L'harmonisation des politiques agricoles et environnementales à l'échelle régionale favorise l'intégration de l'agroécologie, avec des incitations, des normes communes et des objectifs partagés. Le renforcement de l'alliance globale pour le développement agricole durable en Afrique de l'Ouest, unifiant les initiatives régionales et nationales, est crucial. L'agroécologie peut ainsi catalyser une dynamique régionale d'adaptation climatique, nécessitant une collaboration étroite entre gouvernements, organisations régionales, société civile et secteur privé pour élaborer des politiques coordonnées en faveur de la durabilité agricole.

**GDS: La FAO a récemment publié un rapport sur les coûts cachés des systèmes alimentaires, en particulier des modèles agricoles conventionnels majoritaires. Quels sont les défis pour accélérer les transitions permettant de réduire ces coûts?**

La FAO met en évidence les coûts cachés des systèmes alimentaires conventionnels, révélant des impacts environnementaux, sociaux et sanitaires négligés. Accélérer la transition agroécologique pour réduire ces coûts requiert de surmonter divers défis. L'inertie institutionnelle, liée aux politiques agricoles établies, exige une volonté politique forte, des réformes institutionnelles et des incitations. L'accès aux ressources représente un obstacle, avec des agriculteurs confrontés à des coûts initiaux, des contraintes d'accès aux semences et aux technologies, nécessitant une formation. La formation et la sensibilisation sont cruciales pour promouvoir des pratiques agroécologiques efficaces et

efficaces, impliquant un effort éducatif continu. Un soutien financier est primordial, incluant des incitations, subventions et prêts préférentiels pour faciliter la transition. La coordination entre les acteurs du secteur est essentielle, exigeant des partenariats et réseaux pour échanger expertise et ressources. Le changement des préférences des consommateurs est vital et requiert des campagnes de sensibilisation pour encourager l'acceptation des produits agroécologiques. Des politiques favorables sont indispensables, impliquant des réglementations, normes et incitations fiscales pour soutenir la transition agroécologique. Surmonter ces défis permettrait d'accélérer la transition vers des modèles agricoles plus durables, réduisant ainsi les coûts cachés des pratiques conventionnelles et promouvant des systèmes alimentaires plus sains et durables. ■

Entretien GDS avec l'appui du Programme Agroécologie (PAE) de la CEDEAO.

